

CONSEIL NATIONAL DU HAVRE

LA PÉRIODE ET LE RÔLE DU P.S.U.

I. - LA SITUATION AUJOURD'HUI

La situation économique internationale est aujourd'hui dominée par le rebondissement de la crise, la disparition des quelques signes de relance de l'an passé (la reprise américaine de 77 et 78) et la reprise de l'inflation à un taux élevé. Cette fois la récession sera générale et simultanée (facteur aggravant) dans l'ensemble des principaux pays capitalistes, même si l'on ne peut encore prévoir exactement l'ampleur de cette nouvelle dépression.

La bourgeoisie américaine veut utiliser ces tendances pour reconvertir son propre appareil industriel et modifier à son avantage la division internationale du travail (priorité aux secteurs de haute technologie, par exemple informatique, sources énergétiques, ou d'autres secteurs comme l'agro-alimentaire). En même temps, les incertitudes de la politique américaine, la crise institutionnelle latente qui s'y manifeste, ne sont pas sans influence sur les déséquilibres croissants qui se font jour entre pays capitalistes (par exemple liens entre la crise pétrolière et les accords de Camp David).

Ce sont d'abord les pays du Tiers-Monde non pétroliers et les plus pauvres qui paieront cette nouvelle restructuration capitaliste. La faillite des promesses du Nouvel Ordre Economique International implique donc une augmentation de l'écart entre les pays et les pays riches.

Cette situation se traduit, par ailleurs, dans les rapports entre les pays capitalistes avancés par un conflit interne entre les Etats-Unis d'une part, la C.E.E. et le Japon d'autre part, la disparité entre nations fortes et faibles s'aggravant au fil de la crise.

Enfin, les inégalités entre classes s'accroissent elles aussi. Pour dominer la tendance inflationniste et pour récupérer des marges de compétitivité, des gouvernements ont recours à des politiques récessionnistes, au blocage des salaires et des dépenses d'utilité sociale, tandis que les investissements sont orientés vers la restructuration technologique.

En France, l'activité économique connaîtra

un freinage important (2,5% de croissance de la production en 1980 selon les experts gouvernementaux) qui se traduira par une nouvelle augmentation du chômage. Dans le même temps, la libération des prix et l'accentuation de la politique d'austérité entraîneront pour l'année qui vient une baisse sensible du pouvoir d'achat.



Parallèlement, le gouvernement joue à fond du besoin de sécurité engendré par la crise et cherche à conditionner l'opinion pour lui faire accepter ses projets : restructuration capitaliste, nucléaire, renvoi des travailleurs immigrés, etc.

En face, quelle riposte? L'an dernier, des

luttres importantes se sont déroulées dans les régions menacées, et le gouvernement a dû payer très cher l'émiettement du mouvement dans la sidérurgie. L'aggravation du plan Barre peut donc offrir un terrain nouveau à la recomposition d'un front syndical. Mais deux éléments sont à prendre en compte:

— l'échec de mars 78 et l'absence d'alternative politique ;
— les conséquences sociales et psychologiques de la crise.

1. Les conséquences de l'échec de mars 78 et le développement des luttes sociales.

L'échec de mars 78 n'a pas été seulement la défaite d'états-majors politiques sclérosés, mais aussi une défaite du mouvement populaire. Dans les mois qui viennent, on ne peut guère attendre que des actions communes sur des thèmes limités et défensifs. A court terme, la situation politique marquée par les présidentielles ne recèle pas de facteurs de déstabilisation du système et c'est sur le plan social que va se jouer l'ensemble du combat de classe. Situation qui rappelle plus celle des années 50 que celles des quatre ou cinq années qui avaient précédé mars 78.

a) *Un combat prioritaire.*

C'est sans doute **l'évolution du rapport des forces dans le champ social et notamment syndical**, qui commande aujourd'hui le déblocage des forces politiques.

A ce propos, il est bon de voir que la restructuration a comme conséquence:

— une diminution générale de l'emploi ;
— une stagnation des postes nécessitant une haute qualification ;
— une augmentation du nombre des techniciens et des travailleurs déqualifiés ;
— une intégration croissante du tertiaire dans le mode de production capitaliste - extension du fordisme - aboutissant à de nouvelles formes de travail social et à la constitution de nouvelles couches salariées proches d'un comportement « ouvrier » ;
— un développement du travail à temps partiel ainsi que des secteurs d'emploi dépourvus de statut social (intérimaires, hors statuts, etc.).

En même temps, le capitalisme actuel apparaît comme incapable, à terme, à la différence de certains « espoirs » des années 50-60, de satisfaire les besoins anciens et nouveaux de la plus grande partie des masses populaires. L'emploi et le travail sont aujourd'hui le terrain central où s'expriment les conséquences sociales de la crise. La préoccupation de la bourgeoisie est de sauver les équilibres du système en réduisant la force de travail occupée, en augmentant l'exploitation de celle qu'elle emploie, ainsi qu'en marginalisant des secteurs déjà importants de jeunes, femmes, etc. C'est le gâchis majeur de la période.



b) *Sur la stratégie des luttes sociales*

La stratégie à adopter pour la conduite des luttes sociales est aujourd'hui en crise, même si l'accord C.F.D.T.-C.G.T. a permis une certaine reprise de l'action syndicale unitaire comme le montre la lutte de l'Alstom, Dassault, etc. Sur le fonds, les grandes centrales syndicales sont divisées, sur la tactique des luttes, sur l'unité et sur le contenu des objectifs. Derrière, évidemment, se profilent les divisions de la gauche politique, entre le P.C. et le P.S. d'une part, entre les diverses composantes de ce dernier de l'autre. Mais le débat syndical ne saurait se réduire à sa seule dimension politique traditionnelle. Car les enjeux sont aussi, et peut-être d'abord, de type syndical. En effet, avant mars 78, les luttes sociales pouvaient, pour une large part, être interprétées dans le cadre d'une perspective politique générale de changement, même si les syndicats ont eu le tort de trop concéder à cette donnée. Aujourd'hui, la situation est différente et les luttes syndicales posent le problème de leur aboutissement :

— Ou bien on les conduit dans une perspective de rassemblement d'un vote de protestation en 1981, en accentuant les tactiques de « dénonciations » et de rassemblement des mécontents, mais avec le risque, faute de résultats sur le terrain, d'éroser l'ampleur du mouvement social - or, cette tendance est fortement présente au sein de la C.G.T.

— Ou bien on tente de dégager une stratégie,

visant à obtenir des résultats tangibles à l'action. Nous pensons que sur ce plan, la direction de la C.F.D.T. a posé une question juste, même si nous ne partageons pas toujours sa façon d'y répondre. En effet, nous avons pour notre part soutenu la marche du 23 mars organisée par la C.G.T. qui a incontestablement constitué un moment de la riposte ouvrière à la politique de restructuration capitaliste. Il s'agissait là pour nous d'un choix significatif, en dépit des réserves que nous pouvions avoir sur certains mots d'ordre de la marche. Face à l'accentuation de la politique d'austérité du pouvoir des choix de classe clairs doivent être faits. Ils impliqueront que soit nettement écartée toute illusion quant aux marges de manoeuvre qu'offrirait la politique « d'ouverture sociale » du pouvoir. Telles sont les réserves que nous formulons pour notre part sur la politique dite de recentrage de la C.F.D.T.



2. Quelles perspectives ?

a) la recomposition du champ politique

Pouvoir et patronat utilisent la crise pour arracher un consensus sur les « sacrifices à consentir » (cf. nucléaire). De plus, l'insécurité de l'emploi pèse, en beaucoup d'endroits, sur la combativité des travailleurs. Cependant, la politique de Barre présente quelques faiblesses: l'inflation devait être réduite, or elle sera de 10 % cette année, et sans doute en progrès l'an prochain. D'où la nécessité d'une politique encore plus énergique, puisqu'il faut aller vite avant 1981. Or, Giscard doit garder son assise sociale, et elle inclut nécessairement le soutien de secteurs assez larges de couches moyennes touchées, elles aussi, par la crise. D'où les efforts de « décrispation » et la tentative d'organiser la vie politique dans le strict cadre du quadripartisme.

C'est d'abord par son avantage sur le plan politique que le pouvoir contrôle la situation. D'où la nécessité pour les forces populaires de parvenir à terme à la reconstitution d'une alternative politique. Mais comment ? La constitution d'un bloc social majoritaire doit, aujourd'hui plus que jamais, trouver son assise et ses formes d'existence sur le terrain des luttes, nous l'avons déjà relevé. Mais le développement de celles-ci ne saurait pour autant résoudre tous les problèmes. Les rapports politiques eux-mêmes sont en question. Les stratégies du P.C. et du P.S., aujourd'hui bloquées, doivent selon toute vraisemblance le rester jusqu'en 81 au moins. La rupture entre P.C. et P.S. apparaît comme un fait durable de la vie politique française.

Le P.C. s'enferme dans une position de repli, l'ensemble de son action tend à son renforcement. Il prétend faire l'unité à lui tout seul. Son mot d'ordre d'unité à la base recouvre une stratégie visant à regrouper des mécontents dans son sillage. Il est clair aujourd'hui qu'aucune unité entre P.C. et P.S. n'aura lieu à la base sans un déblocage au sommet. Pour le P.C.F., il ne s'agit pas de rechercher des solutions constructives aux problèmes posés par la crise et l'austérité, mais de chapeauter certaines luttes pour apparaître comme le seul véritable soutien des travailleurs dans le but de renverser les rapports de force à gauche.

Quant au Parti socialiste, il cherche, pour des raisons essentiellement électorales, à maintenir un langage unitaire, sans que cela permette de lever les obstacles à l'unité d'action. Son « projet socialiste » n'apporte pas, non plus, de réponse socialiste à la crise. Par delà les divergences qui s'expriment en son sein, sa stratégie reste celle d'une adaptation à la restructuration du capitalisme, le débat ne portant en fait que sur les modalités de cette adaptation,

Les organisations d'extrême-gauche s'avèrent incapables de sortir des schémas traditionnels. Cependant, même profondément

inadaptée à la situation actuelle, l'extrême-gauche reste une réalité dans la vie politique, conserve un potentiel militant important et réalise des scores électoraux appréciables y compris parmi les travailleurs. Toute confrontation politique ne doit pas être abandonnée, les possibilités d'action commune apparaissent néanmoins de plus en plus difficiles, en raison même du repli sur l'appareil que connaissent la plupart des groupes, elles ne sont pas à rejeter en fonction d'échéances concrètes.

La construction d'une alliance des forces populaires ne peut donc sérieusement progresser sans la recombinaison du champ des forces politiques de gauche. D'où la nécessité de l'affirmation d'un projet alternatif. Pas d'unité durable sans remise en cause des schémas qui ont fait faillite, pas d'avancée des modes et objectifs d'action du mouvement populaire sans renforcement de l'audience du courant autogestionnaire. Telle est la tâche prioritaire du moment; elle sera déterminante dans la perspective de l'élection présidentielle (y compris en ce qui concerne ses suites possibles).

C'est dans ce contexte que le pouvoir entend limiter l'expression politique aux seules quatre principales formations. La campagne des européennes l'avait révélé à l'opinion publique, les récentes initiatives de Giscard confirment ces visées : appel au « consensus » social, projets de financement des quatre grandes formations, etc. Visiblement, le pouvoir songe à faire évoluer la France vers un système beaucoup plus proche de certains modèles européens.

Or, la réduction du débat politique au cadre du quadripartisme ne signifie pas que les quatre grands partis sont d'accord, encore moins que nous les renvoyons dos à dos. Mais il vise à l'étouffement des sources d'innovation de la vie sociale et politique qui finissent par s'imposer au reste des forces populaires. Il s'agit de préserver les grands partis des pressions des minoritaires, de favoriser l'élargissement des grands courants, d'empêcher l'expression de revendications incontrôlables dans le jeu institutionnel traditionnel. Le fait que ces forces soient minoritaires ne les rend pas pour autant moins dangereuses. Divers exemples (lutte des Lip, avortement, et, plus récemment, les radios libres) viennent précisément montrer comment une lutte originellement très minoritaire peut trouver — lorsqu'elle correspond au sentiment d'une large fraction de l'opinion — un vaste écho jusqu'au sein des grandes forces de gauche. C'est avec cette perspective qu'un combat original contre le quadripartisme peut s'organiser qui ne se fonde pas sur des refus simplistes renvoyant dos à dos les partis de gauche et les soutiens du pouvoir. C'est l'intervention d'une gauche différente mobilisant les forces pour la mise en œuvre de propositions significatives et originales qui peut

déplacer à terme les apports politiques aujourd'hui apparemment bloqués. Divers signes indiquent qu'une fraction de l'opinion (encore faible) souhaite et pressent la nécessité de l'ouverture d'un tel pôle. La difficulté est précisément de le mettre en œuvre. Or, le P.S.U. est aujourd'hui la seule force sur laquelle on peut fonder un tel projet, même si ses moyens sont relativement limités.



b) *pour dégager une alternative*

Comment déstabiliser le cadre politique que le pouvoir entend imposer?

D'abord par la reprise d'un ample mouvement social qui peut être encouragée par le récent accord C.G.T.-C.F.D.T. Le mouvement social peut prendre des contenus et des formes très diversifiées (lutte sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat, mobilisation contre le nucléaire, mouvement des femmes contre la loi Veil, etc.). Mais pour que les tentatives de relance du mouvement social conduisent à un redressement durable, susceptible de rouvrir des perspectives politiques, deux conditions doivent être réunies, et le P.S.U. doit s'impliquer dans leur réalisation.

1. Il s'agit de faire avancer des propositions susceptibles de donner aux luttes un contenu **alternatif** à la politique actuelle du pouvoir et assez souvent différent de ce qui est proposé par la gauche actuelle (dans les domaines de l'emploi et du travail, de la consommation, de l'énergie, de la Sécurité sociale, de la lutte des femmes...). Alternatif en particulier parce que le mouvement social ne peut se développer que sur des perspectives répondant à la crise du capitalisme et non en défendant les formes capitalistes antérieures qui précisément sont en crise.

Aujourd'hui, dans la C.F.D.T. et aussi à la C.G.T., dans les organisations de consommateurs et autres mouvements, il existe des

courants qui s'interrogent sur ce genre de problèmes et qui considèrent que ni le P.C., ni le P.S., n'y répondent de manière satisfaisante.

Le danger est qu'ils ne se voient offrir comme solution qu'une voie de compromis avec la bourgeoisie moderniste et qu'ils la perçoivent comme la seule réaliste. Il nous appartient donc de formuler des propositions qui fassent la jonction entre les objectifs immédiats de lutte et les axes prioritaires d'une transition socialiste, et fondées sur les réalités économiques et sociales.

Avancer ces propositions, en débattre avec les militants des différents mouvements sociaux et politiques, est contribuer à la fois à la progression du mouvement de masse et à celle du courant autogestionnaire.

2. Il s'agit aussi de réapprécier, en fonction de la situation présente, le chemin de l'unité populaire. L'efficacité de l'action suppose une redéfinition des objectifs de lutte « par le bas » (cf. les alternatives régionales pour l'emploi). Elle suppose aussi la reprise d'un mouvement articulé de forces nouvelles tendues vers la conquête d'objectifs partiels. Elle suppose enfin la formation et l'extension par le bas — au niveau des collectivités locales, par exemple — de formes de contrôles populaires allant jusqu'à l'élaboration de projets de transformation et de reconversion sur le plan économique, énergétique ou régional.

En eux-mêmes, les appels généreux à l'unité de la gauche sont vains. La période pendant laquelle les décisions politiques venaient d'en haut et de l'extérieur du mouvement social est révolue. Cela nécessite un certain type de rapports avec les forces de la gauche traditionnelle et avec les « nouveaux mouvements sociaux » :

— avec les forces de gauche : propositions précises sur des aspects significatifs liés à une perspective claire sur le plan stratégique. Dans cet esprit, des accords unitaires avec tout ou partis de forces de gauche peuvent représenter des avancées significatives contribuant à la construction de l'unité populaire. L'accord intervenu sur le nucléaire en est un exemple qui pourrait, sans doute, être repris sur d'autres terrains de lutte que nous entendons privilégier ;

— avec les « nouveaux mouvements » : respect de leur autonomie et de leur spécificité, refus du suivisme critique.

Le P.S.U. doit être le lieu privilégié permettant la confrontation critique des besoins parfois contradictoires exprimés par l'ensemble de ces forces dans une perspective d'unification et de synthèse au moins partielle.

Nous devons être capables de lier dans le parti La partie la plus consciente du mouvement ouvrier et la partie la plus significative des nouveaux mouvements dans une perspective d'une avancée des niveaux de conscience politique de l'ensemble du bloc anticapitaliste.

II. - LE ROLE DU P.S.U.

1. Sur l'unité aujourd'hui

Le P.S.U. ne peut aujourd'hui centrer son action sur la reconstruction de l'unité politique de la gauche. Dans une période où les stratégies du P.C. et du P.S. sont bloquées dans un affrontement pour la conquête d'une position dominante, une telle attitude serait inopérante. Bien plus en se contentant en fait d'inviter les autres à s'unir on risque de nuire gravement à l'identité politique du P.S.U.

Nous récusons l'assimilation entre la recherche d'une plus grande insertion du parti dans le mouvement ouvrier — ce qui est une volonté commune — et l'adoption d'une stratégie centrée sur la reconstruction d'un accord politique des partis de gauche.



Pour autant, cela ne signifie pas une renonciation à la stratégie d'unité populaire. La constitution d'un bloc social **majoritaire** reste notre préoccupation essentielle. Elle doit, aujourd'hui plus que jamais trouver son impulsion dans le développement des luttes contre la politique économique et sociale du pouvoir. Débats et actions unitaires avec la gauche traditionnelle sont, à ce niveau, indispensables. Mais les rapports politiques sont aussi en question. La défaite de la gauche a aussi été due à l'absence d'un courant

autogestionnaire suffisamment fort. Renforcement d'une gauche différente et **affirmation** d'un projet politique **alternatif**, sont pour le P.S.U. la meilleure façon de contribuer actuellement à la construction de l'unité populaire.

2 - Sur les écologistes

L'attitude vis-à-vis de l'écologie et des mouvements écologistes est du type que celle que nous devons avoir vis-à-vis de tous les autres mouvements sociaux. C'est-à-dire : préserver l'autonomie de ces mouvements et développer les positions politiques du P.S.U. sur l'écologie et les luttes économiques.

C'est-à-dire sur :

a) la dimension écologique du projet autogestionnaire est au cœur de notre conception de la société, du travail et de la vie. Elle ne se réduit pas à un supplément. Elle constitue une des contradictions majeures entre ce projet et ceux de la gauche qui restent productivistes.

b) A l'inverse, l'écologie ne peut être considérée qu'au sein d'un projet global de société (avec l'ensemble des luttes et aspirations sociales qui le portent) dans lequel un certain nombre de militants écologistes se retrouvent déjà.

Cependant, la situation est plus complexe, dans la mesure où, à la différence d'autres mouvements sociaux, le mouvement écologique est à la fois :

— une force de pression de type parasyndical ;
— et est aussi, de fait, une force politique qui apparaît régulièrement dans le champ politique institutionnel, en particulier aux élections, depuis 1974. Cette force politique n'est pas unifiée, même si ceux qui voudraient la

constituer partagent souvent en commun les deux principes suivants :

- l'écologie serait une perspective en soi ;
- la distinction entre les partis de droite et ceux de gauche serait secondaire, ce qui est en totale contradiction avec les analyses constantes du P.S.U. Les écologistes divergent, en effet, sur la façon d'apparaître en tant que force politique :

— d'autres se contenteraient d'une force de pression permanente, gérant un capital électoral pouvant être décisif pour gagner les élections (par exemple aux présidentielles).

Mais le combat écologique n'est pas réductible aux forces qui prétendent le représenter. Les luttes écologiques trouvent un écho croissant dans les organisations syndicales et du cadre de vie, voire au P.S. et au M.R.G. Dans la situation présente, le P.S.U. doit :

— engager ses militants à mener la lutte écologique dans les formes les plus appropriées ;

— en tant que force politique, faire des analyses, des propositions et engager des actions sur ce terrain ;

— mener un débat avec les écologistes pour faire ressortir les impasses d'un «parti vert» quelle que soit la variante.

VOTE PAR DÉLÉGUÉS :

**Pour : 93 - Contre : 5 - Abstention : 29 -
Refus de vote: 3.**

DÉCLARATION DU TEXTE 2

Nous récusons l'affirmation selon laquelle l'heure ne serait pas à la lutte pour le pouvoir, mais à l'affirmation exclusive de soi, parce que les stratégies du P.C. et du P.S. ne laisseraient pas d'autres possibilités.

Le P.S.U. doit se proposer aujourd'hui, dans la période actuelle, d'œuvrer à la construction d'une alternative politique de gauche au pouvoir.

Il ne s'agit évidemment pas de reconstituer l'unité politique de la gauche telle qu'elle a existé entre 1972 et 1978, et dont nous avons combattu à juste titre, à l'époque, le contenu programmatique et les modalités.

Mais c'est dès aujourd'hui qu'il faut poser les jalons d'une nouvelle unité.

C'est cette perspective qui peut donner un

sens à notre intervention dans les luttes sociales et politiques.

Ce qui signifie :

— œuvrer à l'émergence de dynamiques unitaires, même partielles

— engager l'action et le débat avec les autres forces de gauche, politiques, syndicales, associatives pour faire avancer des propositions et un projet qui seraient l'amorce d'un débouché politique aux luttes sociales.

Dans la période actuelle, le P.S.U. doit s'atteler à développer les trois points suivants.

1. RENFORCER L'ACTION UNITAIRE

pour s'opposer aux objectifs de la droite qui cherche à imposer de nouvelles conditions de travail et d'exploitation (démantèlement du

mouvement ouvrier organisé, travail intérimaire, hors statuts, retour des femmes au foyer, accentuation de la dégradation des milieux naturels du cadre de vie) pour intégrer notre économie dans le système capitaliste international.

2. SITUER CLAIREMENT NOTRE INTERVENTION DANS LE CHAMP SOCIAL.

Proposer une alternative majoritaire de gauche implique la prise en compte des luttes sociales dans tous leurs aspects. Il est faux de distinguer le mouvement ouvrier d'un côté et les nouveaux mouvements sociaux de l'autre, comme si la lutte contre le chômage et les luttes écologiques, féministes, nationalistes, etc.. étaient autre chose que les terrains divers sur lesquels peut se développer la même lutte de classe et où peuvent se nouer les alliances sociales dans la perspective de l'unité populaire. Ceci implique une pratique d'élaboration et de proposition unitaire qui n'a aucun rapport avec l'idée de jouer le créneau des nouveaux mouvements sociaux contre la gauche traditionnelle, mais qui a pour objectif la prise en compte par le mouvement ouvrier et populaire global de tous les aspects des luttes sans lesquels il n'y a pas de réponse à la crise capitaliste.

La lutte contre le chômage suppose nécessairement de poser les questions travailler et vivre autrement et au pays alternative de développement contrôlable, notamment sur le plan énergétique.

3. ŒUVRER A LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE A VOCATION MAJORITAIRE AUTOUR D'UN PROJET AUTOGESTIONNAIRE.

Cette perspective doit privilégier la pratique des contrôles populaires et ouvriers et se développer à partir des

revendications des travailleurs dans et hors de l'entreprise.

Ces trois tâches ne peuvent avoir de sens que si elles sont menées à la fois dans les luttes, avec les autres partis de gauche, les syndicats, les mouvements sociaux, les associations, etc.. et dans le champ institutionnel.

Il nous paraît vital pour l'avenir de répondre aux questions qui sont posées au mouvement ouvrier, et d'avoir pour cela le débat à la fois dans le P.S.U., car chaque militant(e) a son apport spécifique, et hors du P.S.U., car nos interrogations sont celles de nombreux militants(tes), et ce pour une confrontation collective.

Nous mettons dans ce Conseil National l'espoir qu'il entamerait le processus qui permettrait cette élaboration, et sa traduction dans nos interventions. Force est de constater qu'il n'en a rien été et qu'aucune des préoccupations dont nous faisons état n'a été prise en compte par la majorité de circonstance de ce conseil.

Il est pourtant essentiel que le débat qui a été mis sous le boisseau ce week-end ait lieu, et nous pèserons de tous nos efforts dans ce sens. C'est la raison pour laquelle nous maintenons notre texte avec les amendements ci-joint, non pour affirmer des positions, mais pour que des questions continuent à être posées.

VOTE PAR MANDATS

**POUR 136 — CONTRE: 358 — ABS-
TENTIONS: 71 — NPPV: 27.**
